

Assainir les bâtiments non seulement ici, mais aussi dans de grands pays : la Suisse pourrait devenir un modèle dans l'immobilier et en démultiplier l'effet par la coopération internationale

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2020)**

Heft 2279

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024068>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

toutes les informations disponibles. Toute intervention extérieure ne peut donc que perturber le fonctionnement de cette belle mécanique.

La réalité est bien différente. Les structures économiques se modifient constamment. Ce qui était valable hier ne l'est plus aujourd'hui et le sera encore moins demain. Le monde est donc plein d'incertitudes qui conduisent les gens à constamment anticiper, c'est-à-dire à faire des paris qui peuvent être gagnants, mais aussi perdants.

Dans le contexte actuel, les mesures prises par les pouvoirs

publics sont justifiées. Pas de doute. Mais que penser de celles annoncées par les banques centrales qui se sont engagées à mettre elles aussi des milliers de milliards de dollars pour rassurer les «investisseurs» et les bourses? Pourtant la crise actuelle n'a rien de commun avec celle de 2008. Le problème, alors, était d'éviter un effet domino à la suite de la faillite de [Lehman Brothers](#). Le mal était circonscrit au secteur financier. Les banques centrales étaient en mesure de fournir les soutiens nécessaires.

Il n'empêche. Ce même secteur

est aujourd'hui également l'objet de toutes les attentions. Les banques centrales se mettent à nouveau en quatre pour le rassurer et veiller à ce que les affaires et les spéculations puissent continuer de se dérouler, la parenthèse coronavirus étant close, comme si rien ne s'était passé.

C'est probablement le principal enseignement que l'on peut tirer des événements actuels. Le monde, par quelque bout qu'on l'envisage, a laissé la finance prendre le dessus. Ce n'est pas demain la veille que la situation changera. Surtout si l'on fait tout pour qu'elle ne change pas.

Assainir les bâtiments non seulement ici, mais aussi dans de grands pays

La Suisse pourrait devenir un modèle dans l'immobilier et en démultiplier l'effet par la coopération internationale

Jean-Daniel Delley - 29 mars 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36278>

L'urgence absolue que nous impose la pandémie ne doit pas occulter celle que représente le réchauffement climatique. Si les effets dévastateurs du second nous paraissent plus éloignés dans le temps, les actions à mener pour y faire face relèvent tout autant de l'urgence.

En matière d'émissions de CO₂, la Suisse n'est certes qu'un acteur marginal: moins de 0,1% du total des émissions mondiales. Cet état de fait ne

justifie pourtant pas l'inaction ([DP 2278](#)). Si l'on tient compte des [émissions dispersées à l'étranger](#) dans le processus de fabrication des produits que nous importons, cette part augmente d'au moins 50% mais reste toujours de peu d'importance.

Comment la Suisse, au-delà de ses devoirs domestiques, peut-elle influencer le volume des émissions de la planète, notamment celles des principaux émetteurs comme la

Chine, l'Inde et les Etats-Unis? Une [contribution](#) de *foraus*, le *think tank* suisse de politique étrangère, tente de répondre à cette question.

Dans ces pays, seules des technologies bon marché sont susceptibles de contribuer de manière significative à une réduction des émissions. A titre d'exemple, l'auteur mentionne le soutien massif à l'énergie solaire au cours des 20 dernières années. La réduction des coûts qui en a résulté a

provoqué un boom du solaire, en particulier en Chine et en Inde.

L'auteur suggère que la Suisse développe une politique modèle qu'elle pourrait diffuser au-delà de ses frontières. Mais au lieu de trop embrasser, cette politique devrait se concentrer sur un seul domaine, en l'occurrence celui des bâtiments, responsable de 40% des émissions globales. Par ailleurs, l'immobilier obéit à un cycle de renouvellement très long - taux annuel de rénovation de 1% - ce qui impose d'agir sans tarder. Enfin, notre pays dispose de compétences reconnues en matière d'efficacité énergétique et de constructions autosuffisantes.

Premier volet: des bâtiments neufs climatiquement neutres et l'assainissement des

constructions existantes dès 2023. Les taxes prévues par la nouvelle loi sur le CO₂ - 500 millions à un milliard de ressources nouvelles - devraient suffire à financer subventions et garanties.

Deuxième volet: un programme de recherche visant à mettre à disposition de la communauté internationale les technologies propres à lutter contre les dérèglements climatiques. L'auteur pense en priorité à l'industrie cimentière, un secteur très polluant qui, à l'instar du trafic aérien, n'a pas encore trouvé de solutions pour décarboner son activité.

Troisième volet: une action internationale qui elle aussi devrait se concentrer sur un ou deux pays et porter sur le domaine bâti. A disposition chaque année quelque 600 millions prévus pour le

[financement international du climat](#) et plus de 600 millions versés à titre de contribution volontaire par les importateurs de carburant (10-12 centimes par litre payés par le consommateur), des sommes actuellement investies dans plus d'une dizaine de pays pour des projets de tous genres. Plutôt que plusieurs administrations et lobbyistes s'activent dans tous les domaines et un peu partout, se concentrer sur un secteur prioritaire et en confier la gestion à une plateforme interdépartementale.

La mise en œuvre de ces trois volets devrait permettre de proposer rapidement un modèle d'action visible et concret. Si la riche Helvétie n'est pas en mesure d'instaurer sans tarder la neutralité climatique de ses bâtiments, qui d'autre le fera, conclut l'auteur.

Les inégalités sociales appellent une réduction différenciée des déplacements

La difficile mise en œuvre de la transition climatique dans le domaine de la mobilité individuelle

Michel Rey - 26 mars 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36265>

La mobilité est un bon révélateur des inégalités sociales. *«Que ce soit en termes de formation ou de revenu, ceux qui ont les niveaux les plus élevés passent plus de temps à se déplacer, vont plus vite et effectuent de plus grandes distances.»* Si

cela peut être un avantage pour l'emploi, c'est un problème pour la transition climatique.

C'est une [enquête française](#) sur la mobilité et les modes de vie, menée au printemps 2019 auprès de plus de 13'000

personnes, qui le révèle. Elle cherchait à comprendre la place réelle des déplacements dans la vie des Français (hors vacances).

Les activités contraintes, imposées par le travail et la vie quotidienne, représentent le